

Brochure n° 3265

Convention collective nationale

IDCC : 1672. – **SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

ACCORD DU 20 DÉCEMBRE 2006
RELATIF À LA VIE CONTRACTUELLE
ET AUX MOYENS POUR LES SYNDICATS

NOR : *ASET0750577M*

IDCC : *1672*

Entre :

La fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) ;

Le groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA),

D'une part, et

La fédération des services CFDT (branche assurances) ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Le syndicat national de l'assurance, de la prévoyance et de l'assistance
des employés, techniciens et agents de maîtrise (SNAETAM) CFE-CGC ;

Le syndicat national des inspecteurs d'assurances (SNIA) CFE-CGC ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV)
CFTC ;

L'UNSA banques, assurances et sociétés financières,

D'autre part,

Vu l'accord du 27 mai 1992 intitulé « Vie contractuelle-Moyens pour les
syndicats » ;

Vu les accords des 20 décembre 1996, 5 janvier 2000, 14 décembre 2001
et 12 décembre 2003 reconduisant l'accord précité du 27 mai 1992 ;

Vu les derniers résultats disponibles des élections des délégués du person-
nel constatés dans la profession tels qu'ils sont mentionnés en annexe,

il est convenu ce qui :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'accord du 27 mai 1992 visé ci-dessus sont reconduites pour une nouvelle période déterminée de 3 ans commençant le 1^{er} janvier 2007 et s'achevant le 31 décembre 2009.

Article 2

Constatant :

- la décision du directeur des relations du travail au sein du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement du 30 juin 2005, précisée par un nouveau courrier du 8 mars 2006, concernant la reconnaissance de la représentativité de l'UNSA banques, assurances et sociétés financières dans le champ de la convention collective nationale des sociétés d'assurances du 27 mai 1992 ;
- et la déclaration d'adhésion de cette organisation syndicale à ladite convention par correspondance du 12 octobre 2006,

les dispositions de l'accord du 27 mai 1992 précité s'appliquent également à l'UNSA banques, assurances et sociétés financières.

La commission paritaire nationale se réunirait au cas où une décision judiciaire ou une évolution législative ou réglementaire interviendrait modifiant la représentativité syndicale dans la branche afin d'en examiner les conséquences sur l'application du présent accord.

Il est rappelé que les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO ont déposé un recours contre la décision du directeur des relations du travail du 30 juin 2005 devant le tribunal administratif.

Article 3

La commission paritaire nationale se réunira, en tout état de cause, au cours du second semestre de l'année 2009 pour en faire le bilan et déterminer les dispositions susceptibles d'être retenues au-delà du 31 décembre 2009, ceci ne pouvant résulter que d'un nouvel accord.

Fait à Paris, le 20 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)

Modalités de détermination du contingent prévu au chapitre II 2-2 de l'accord du 27 mai 1992 pour la période de reconduction du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009

Ce contingent est déterminé en fonction des résultats des élections des délégués du personnel les plus récentes intervenues dans la profession :

- CFDT : 40,0 % ;
- CFTC : 8,9 % ;
- CFE-CGC : 15,6 % ;
- CGT : 20,8 % ;
- CGT-FO : 9,5 % ;
- UNSA : 5,3 %.

N.B. : il s'agit des résultats portant sur les suffrages exprimés, tous collèges confondus, mais abstraction faite des suffrages en faveur des candidats non présentés par les fédérations syndicales ci-dessus.